

LA CULTURE POUR FAIRE SOCIÉTÉ

CAHIER INDÉPENDANT

"REGARDS CROISÉS" :

Quelques expressions individuelles

Dans le cadre de cette étude, des membres du CESER ont souhaité exprimer leurs points de vue personnels sur divers sujets en relation avec le thème traité. De statuts divers (témoignages professionnels ou personnels, restitutions de table ronde, commentaires...) ce principe d'écrits a été proposé à toutes les composantes de la commission qui le souhaitaient. Entérinées dans leur format, ces expressions n'engagent donc que leur(e)s auteur(e)s sur le fond. Les thèmes, en rapport avec l'étude, ont seuls fait l'objet d'une validation.

Cela a donné lieu à un recueil de « libres expressions » disponible sur le site du CESER des Pays de la Loire: <http://ceser.paysdelaloire.fr/>

Il convient toutefois de souligner le fait que ces expressions individuelles n'engagent pas le CESER.

Dans l'esprit de l'étude, cette démarche en « regards croisés » entend répondre à la philosophie même d'expressions plurielles qui contribuent à faire culture-s.

La cuisine, entre culture du patrimoine et plaisir du partage

Par Michelle BUREAU

"La culture, au sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distincts, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances" (UNESCO)

Un patrimoine culturel reconnu mondialement

Le "repas gastronomique" des français, avec ses rituels et sa présentation est inscrit au patrimoine de l'Unesco. En 2010, le comité intergouvernemental de l'Unesco, a fait le choix d'inscrire ce repas sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. En 2013, les traditions culinaires du Japon, la méthode géorgienne de vinification à l'ancienne, où encore la diète méditerranéenne ont eux aussi été reconnus comme éléments du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Du point de vue de l'Unesco, la gastronomie française relève d'une « pratique sociale coutumière destinée à célébrer les moments les plus importants de la vie des individus et des groupes » ; et par voie de conséquence c'est une pratique qui renforce l'identité collective et contribue à la diversité culturelle du monde.

La cuisine fait partie de la culture au sens où elle renseigne sur les modes de vie. Elle concerne tous les êtres humains, elle reflète les systèmes de valeur, les traditions et les croyances. Toutes les cultures parlent de leur cuisine et toutes les cuisines parlent de la culture.

Au-delà des "repas des voisins", et des différentes initiatives portées par les chefs de la région pour faire découvrir la gastronomie régionale, d'autres initiatives voient le jour. Solidaire comme celle qui



permet aux migrants d'apprendre le français en préparant des repas chauds, servis à ceux qui en ont besoin. Éducative comme celle qui permet aux enfants, dans le cadre de projets éducatifs de territoire, d'apprendre à confectionner des plats. Ces initiatives, souvent portées par des acteurs associatifs, témoignent toujours de la dimension universelle de la cuisine.

La convivialité, l'art du goût, l'harmonie entre les êtres humains et les productions de la nature sont des pratiques qui traduisent un art de vivre. La cuisine

implique un ensemble de savoir-faire, de connaissances culturelles et scientifiques. Elle renvoie à l'histoire, à la tradition mais aussi à la création, à l'avenir. Les méthodes de récoltes, de pêche, d'élevage mais aussi de transformation et de consommation évoluent. Mais le partage autour d'un

plat, d'un repas met l'accent sur le vivre ensemble, sur l'hospitalité, le dialogue interculturel et participe à l'invention d'un monde commun.

Cette dimension de l'art de la cuisine nous conduit à considérer le plaisir du partage qu'elle induit comme un viatique vers une société plus universelle, au-delà de la famille et de nos plus proches amis avec qui nous la partageons.

Plaisir du partage et nécessité de transmettre pour faire société.

La France a su, préserver et faire reconnaître ce patrimoine culinaire mais sait-elle en assurer la transmission ? La région des Pays de la Loire est riche de nombreuses initiatives. Les Chefs de la région, étoilés ou non, participent par leur créativité de cette dynamique et de son évolution en lien avec les générations, les modes de vie et les tendances. Si la cuisine est l'art d'assembler et de présenter les ingrédients, le repas est celui de rassembler et d'intégrer les personnes. Dans tous les établissements accueillant du public et notamment dans les établissements scolaires, la restauration collective devrait être reconnue non seulement pour sa contribution à l'alimentation mais également pour sa contribution à la vie sociale et culturelle. L'attention portée aux repas devrait relever d'une action éducative à part entière.

Découvrir les goûts, les saveurs, connaître et comprendre les modes de production, de transformation, d'utilisation, réfléchir aux impacts sur la santé, sur l'économie sont autant de questionnements qui peuvent naître à partir d'un repas. La diversité des goûts, des pratiques sont aussi sources de compréhension et de respect.

Quand "la magie de la cuisine est là", un plat, par ses odeurs, sa vue, son goût, est toujours l'occasion d'un voyage, d'une rencontre. Eric Guérin, chef de la Mare aux oiseaux à ST JOACHIM (44) parle d'un enchantement. Il est alors question de beauté, de partage, de convivialité, d'échanges.

Pour réaliser un plat, il a fallu au cuisinier, amateur ou professionnel, mais toujours créateur :

- du respect pour les produits, pour la terre, pour la nature mais surtout pour les hommes dont le travail était indispensable
- de la curiosité sur la diversité, la richesse des produits et sur les savoirs faire,
- de la maîtrise des techniques de préparation, de cuisson des produits, des assemblages de couleurs, d'odeurs, de goûts, de la passion, pour la vie, pour la rencontre, pour l'échange, pour le partage, pour la convivialité et donc pour le plaisir d'offrir.

En somme, ainsi que le disait Paul GAUGUIN : "Cuisiner suppose une tête légère, un esprit généreux et un cœur large"

Mais faire société suppose de connaître les codes, les usages, les pratiques. Dans une société où les temps sociaux - temps familial, personnel, professionnel ou scolaire - évoluent et parfois de façon conflictuelle il est nécessaire de maintenir des temps de culture commune, le repas peut en être un." La table est le seul endroit où l'on ne s'ennuie jamais pendant la première heure" (Jean Anthelme BRILLAT-SAVARIN).

Stimuler des sens, susciter l'émotion, remettre du plaisir et de la beauté là où il n'y a plus parfois que la nécessité de se nourrir, peut être une fonction sociale de notre patrimoine culinaire. Partager un repas c'est partager un moment de vie, de vie personnelle avec d'autres personnes, c'est partager un moment de découverte des produits et des convives, et si possible faire que ce moment devienne un moment de compréhension de l'Autre de celui qui est différent de moi par ce qu'il mange comme par ce qu'il pense. Quand le respect naît de cette connaissance et de cette compréhension il permet aux êtres humains de se réunir dans ce qu'ils ont de commun : leur humanité.

Le repas, surtout s'il est beau et bon, pris dans un cadre convivial peut être un espace de transmission, de réflexion, de discussion, participe alors à la construction du vivre ensemble.

Mieux comprendre, et apprécier les autres cultures à travers la cuisine

Quel cuisinier amateur ou professionnel n'a jamais utilisé de curry, ou bien d'autres épices, fruits, légumes, cacao, pommes de terre, ... tous ingrédients que notre société européenne ignorait encore



voici quelques siècles ? Les cuisines deviennent multiples, métissées ...et pour peu que le convive soit curieux et le cuisinier pédagogue, le voyage, la découverte, la rencontre vont avoir lieu. La rencontre offre alors la possibilité de mettre des mots, de comprendre les réalités, de décoder les représentations, elle permet de dépasser les différences, de déconstruire les préjugés pour retrouver ce qui fait l'universel : l'humanité.

"Le goût des autres" n'est pas seulement le titre d'un film d'Agnès

JAQUI, c'est aussi le nom d'une association, créée en 2009 dans la métropole Nantaise, pour aider les familles étrangères régularisées. L'association a pour objet la découverte et la diffusion des cultures étrangères à travers leurs pratiques culinaires. Ainsi les centres de loisirs, les maisons de quartier, les comités d'entreprise mais également les familles peuvent bénéficier de ce service, qui favorise et valorise les échanges interculturels ; au-delà des plats préparés il s'agit de transmettre la culture de la cuisine.

Dans une société multiculturelle, découvrir d'autres saveurs, d'autres traditions à travers d'autres cuisines, mêmes lorsqu'elles ne sont pas toujours gastronomique, c'est s'ouvrir aux Autres.

Le récit national au risque du roman

Par Didier HUDE

Pour vivre ensemble, il faut savoir confronter et comprendre, pas seulement commémorer. Cette contribution veut être une tentative de réflexion pour positiver et travailler en profondeur la diversité, via l'action culturelle, au-delà des postures et des discours. Un enjeu du "vivre ensemble" tourne autour du "récit" national auquel, si on se sent étranger, on ne peut participer. Le malaise de certains jeunes exposés aux radicalisations s'alimente de ruptures.

Les lectures du récit national

Le patrimoine français relève d'un récit national qui mérite d'être revisité régulièrement. Il est nécessairement évolutif, exposé aux lectures sélectives. Car l'identité nationale est faite de cultures et d'histoires sociales, sociétales donc politiques. Ce travail de lecture n'est pas d'appréhender la France telle qu'on voudrait qu'elle soit, à la manière d'un storytelling de surface. C'est au contraire vouloir comprendre des mouvements qui font société, qui résultent d'appartenances culturelles diverses. Nous avons un passé national, un passé lié aux territoires, aux provinces aux patrimoines régionaux. Mais ce passé est aussi lié aux populations accueillies sur le sol d'une république confrontée aux migrations mondiales, aux sillages multiples de ses colonies devenues "indépendances" il a un demi-siècle.

Avec les cultures urbaines, le caractère hybride de la nation française a pris de l'expression. Pour autant, on voit bien qu'il y a friction entre ce qui relève d'une population plurielle et ce qui, pour d'autres, renverrait plus à un passé national de l'hexagone. Que ce dernier soit distancié ou fantasmé revient au même en définitive : il circonscrit au territoire.

Les Pays de la Loire ne sont pas autant que d'autres régions concernées par des taux importants de population immigrée. L'islam n'est pas perçu, sur ces terres à forte résonances chrétiennes, comme un facteur clivant la société. Nous ne sommes donc pas, à l'inverse d'autres régions, dans des formes de mises en opposition exacerbées clivant des religions et des communautés entre elles. Nous ne vivons pas avec la même acuité le caractère soudainement présenté inassimilable de populations d'origine étrangère, isolées dans leur singularité culturelle, voire religieuse. Pourtant nous avons nos mêmes quartiers populaires, nos mêmes stigmates, nos mêmes



exclusions ressenties ou prétextées, nos mêmes potentiels de violences. La différence réside dans une intensité plus contenue parce que démographiquement moins importante.

Peut-on aborder les réalités du passé et du présent, en dépassant les représentations sélectives ?

Convoquer la morale laïque constitutive de notre république n'est pas suffisant pour agir sur des clivages, sur des représentations. De la même manière les approches paternalistes, les mauvaises consciences coloniales, la reconnaissance de la complicité du régime de Vichy contre les Juifs et les génocides organisés, le passé esclavagiste de nos grands ports atlantiques, sont des récits imparfaits pour expliquer et projeter ce qui fait nation. Ce récit, pour légitime qu'il soit, ne corrige aucunement ce qui fait impasse dans la conception du vivre ensemble que nous affichons. Les commémorations mémorielles, dans leur bienveillance distanciée des populations, peuvent même contribuer à dépolitiser les questions liées à l'intégration. Les discours ne font pas place automatique aux exercices citoyens. Ils sont trop souvent d'autres récits qui exonèrent du partage d'expérience politique à parts égales. Dans les grands centres urbains on constate de manière pathétique les concurrences intercommunautaires qui cultivent parfois des antagonismes victimaires : exilés d'Afrique, du Moyen Orient, du Maghreb ou d'Asie... Le risque communautariste fragilise ce qui fait république, estompe le récit national qui la fonde.

Les récits français culpabilisant le colonialisme, l'esclavagisme, ne travaillent pas la question du passé traumatique. Ils en rétribuent une symbolique bienpensante. Si on veut s'engager dans une vision prospective et dynamique de la France, ne conviendrait-il pas de nommer les traumatismes de notre composante multiculturelle en osant les affronter de manière progressiste ? Il nous faut oser nommer, ne pas taire les douleurs pour les dépasser.

Les rituels font communauté s'ils véhiculent des narrations émancipatrices. L'histoire de la République est faite d'affrontements, de résistances, de confrontations à ce qu'en sociologie on appelle le "conflit". Si, dans le cadre de la politique de la ville, pas seulement à l'école ou dans les collèges et lycées, on remet en perspective des "valeurs" certes, mais surtout des pratiques et expériences alors on pourra peut-être se remettre tous ensemble dans le sens de l'histoire à construire. Car l'histoire de France s'est faite par des conquêtes, des défaites, des luttes de peuples dominés en raison de leur statut social, de leur peau, de leur genre et de leur religion. Dire le pourquoi des choses, expliquer l'héritage collectif, ce n'est pas décerner des bons ou mauvais points. Ce n'est pas fustiger les Chouans et les Vendéens levés contre une armée de la République présentée comme indemne de tout défaut. Ce n'est pas non plus aseptiser le victime de la Vendée militaire ou de la Bretagne. C'est expliquer ce qui a fait ressort en faisant par l'action culturelle du politique et par le politique du culturel. Cette démarche peut s'appliquer à tous les pans d'histoire, à toutes les aventures humaines. Elle devrait irriguer une politique publique ne laissant pas l'idée de nation aux idéologies de la conservation, ou pire au révisionnisme.

Faire société, c'est aussi savoir enterrer nos morts dans le langage pour, au-delà du récit, faire sens avec nos vies

Les soubresauts du monde font le miel médiatique, mais ils affolent la ruche humaine. Homo sapiens ne brille pas toujours par la clairvoyance. La responsabilité n'en revient pas à une inculture généralisée, à des opiums du peuple distillés au gré des pipes à eau des totalitarismes politiques ou religieux.

Dans quelle mesure la culture et l'éducation peuvent-elles intervenir utilement face à des phénomènes d'origines diverses et fragmentées ?

La culture sert à vivre, parce qu'elle invite à poser un regard. L'éducation relève de la même fonction sociale dès lors qu'elle ne se limite pas à la reproduction. Nous vivons un moment à l'échelle de la planète qui perturbe. La toile du Net est au centre d'enjeux géopolitiques considérables. Les discours et thèses sur le déclin font florès : la citoyenneté claudique, les inégalités se creusent, le climat bat de l'aile, le social se fracture, la Bourse s'affole et puis s'étiole, la République se brise sur le religieux, l'ethnique, le sociétal et le culturel... C'est peut-être un mirage mental, un délire paranoïaque, mais il traduit un trouble évident qui se mesure de manière factuelle en chiffres et statistiques, en populations déplacées. L'idéologie du chaos est vénéneuse en ce qu'elle alimente des populismes érigés en bouées de sauvetage.

Le principe démocratique n'a jamais supposé la pensée unique. C'est exactement l'inverse. Il est mise en débats d'intérêts divergents. Mais, quand homo sapiens se sent perdu les errements démocrates collectionnent les fictions identitaires, les mirages mentaux ou autres fétiches. Pouvoir analyser requiert forcément des outils de compréhension. Rechercher des explications culturelles et sociologiques n'est pas une faute politique et citoyenne, c'est au contraire une démarche de conscience critique qui aide à reconstruire parce qu'elle peut déconstruire un discours, même et surtout s'il est terroriste ou hallucinogène. La culture permet de mettre des mots sur des situations. Si on ne peut nommer, on ne peut penser. L'alchimie de la démocratie culturelle c'est en partie pouvoir traiter de phénomènes qui font qu'un ensemble irrationnel peut devenir, après incubation, expression politique apte à façonner des sociétés.

Dans le débat public, lorsque les mots font défaut, l'argument se désarme. Or le réel "cogne", aimait à dire Lacan. Il est fait d'écarts mutins, "d'évènement voyous" comme le disait Jean Baudrillard. Il faut pouvoir nourrir la riposte de la pensée, non pas pour avoir peur des écarts, de l'inconnu, de l'épreuve, mais pour déjouer l'implosion identitaire, quel que soit le continent sur lequel s'enkyste les peurs.

Apprendre à penser, agencer les perceptions, est enjeu majeur de politique publique. C'est un tout autre programme que celui consistant à écarter symboliquement des catégories de populations, en les externalisant pour mieux les combattre. Se séparer d'un monstre niché dans le placard ne règle en rien la question de sa fabrique.

Travailler ce qui fait société, c'est forcément faire sens en réalisant le rapport qu'une société a avec elle-même. Comment l'histoire partagée qui nous traverse tous peut nous faire nouer notre propre itinéraire, individuel, à l'histoire collective.

Comprendre ce qu'il faut mettre en mouvement pour que le travail de symbolisation soit possible chez des jeunes issus de l'immigration, ou chez leurs copains de quartiers qui eux sont nés natifs, est de première nécessité. Les trous noirs de la mémoire interdisent le réel du roman familial, si douloureux soit-il. L'absence de mots, conjuguée à l'absence ressentie d'avenir positif, n'interdit pas l'identification. Mais cette "absence" peut être investie en identification nihiliste liée à l'échec. Non seulement en mal d'histoire individuelle et collective, mais encore privé de roman familial et national, comment ne pas être un peu perdu dans une république ? Surtout quand le récit tourne autour de ce qui fait "identité nationale". Le recours au récit mythique - où vivre c'est se sacrifier dans l'autodestruction proclamée - apparaît un sombre moyen d'en finir avec sa propre humiliation.

Au moment des assassinats du GIA des années 90 en Algérie, les femmes ont été souvent prises pour cibles, pour ne pas respecter des codes vestimentaires, pour affirmer leur droit à la liberté et l'égalité. Tuées pour ne pas être soumises, pour participer d'une dimension culturelle et intellectuelle en rupture face à l'oppression. Avec elles les professions artistiques et culturelles ont payé un lourd tribut à l'obscurantisme : chanteurs et musiciens comme Lounès MATOUB, graphistes, cinéastes, enseignants, écrivains, chercheurs, architectes, sportifs... Tués pour produire du sens, pour ouvrir des espaces et mettre des mots, des images et des sons sur le monde. Un Syrien exilé, le poète Adonis (Ali Ahmed Saïd ESBER) a pu écrire d'eux : "tous ces morts autour de nous, où les enterrer sinon

dans le langage ?" Ces linéaux de paroles sont vitaux, d'Alep au Bataclan, de Charlie à Saint Etienne du Rouvray, de Nice à Bruxelles ou encore Istanbul...

Combattre toute terreur de penser est un devoir de service public, en faisant "culture de tous bois" comme disait, au sortir de la seconde guerre mondiale, Christiane Faure, adjointe de Jean Guéhenno à la direction de l'éducation populaire du ministère de l'éducation nationale. Encourager les pratiques culturelles en favorisant les expressions (ateliers d'écriture, musique, théâtre, danse, image et son, arts plastiques...), donner à lire et comprendre le passé pour proposer un avenir de progrès est un enjeu de politiques publiques qui est toujours à actualiser. Cela suppose des mises en réseaux entre professionnels de la culture, enseignants dans et hors l'école, travailleurs sociaux, associations progressistes et expressions communautaires. Il y a devoir de service public et d'intérêt général à ne pas se faire peur avec des mots pour affronter les contradictions sociales.

L a culture et le travail

Par Yvic KERGROAC'H

Cette contribution entre dans le cadre de l'étude du CESER portant sur la culture pour faire société. Dans la première partie du rapport, le CESER souligne que le monde du travail est un, sinon le lieu primordial de socialisation. C'est un creuset au sein duquel se partage une culture commune et qui offre l'opportunité de nombreux liens interpersonnels. La dimension du travail est à cet égard essentielle. Il permet à celle où celui qui "gagne sa vie" d'accéder plus aisément à un autre niveau d'accomplissement en s'investissant ou en participant à des activités culturelles extérieures à son activité professionnelle. Enfin, bien sûr, le travail nourrit les moyens de l'action publique dont une partie peut ainsi être consacrée au financement d'initiatives culturelles qui ne peuvent pas nécessairement trouver leur rentabilité propre.

L'objet de cette contribution, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, est de revenir sur certains aspects des liens entre culture et travail. C'est essentiellement le travail en tant qu'activité professionnelle qui sera évoqué, même si le bénévolat présente certains aspects similaires.

On s'attachera à repreciser quelques aspects des relations entre les notions de culture et de travail, qui ont été évoqués dans la première partie de l'étude. On pointera également les évolutions du monde du travail, et plus généralement de notre société, qui conduisent à une évolution de ces relations.

Le travail, générateur de culture humaine

Le travail, c'est " l'activité de l'homme appliquée à la production, la création, ou l'entretien de quelque chose "¹. Il s'agit d'une transformation réfléchie, d'une humanisation de la nature, qui permet selon Auguste Comte² la « modification utile du milieu extérieur », et le développement des sociétés humaine.

En ce sens, le travail, qu'il s'agisse de la chasse des indiens d'Amazonie, ou d'une industrie de pointe dans la Silicon Valley, est à l'origine des cultures humaines.

Le travail, par les connaissances qu'il apporte, par les modes de vie qu'il engendre, voire les systèmes de valeur qu'il génère (certains se réfèrent à la « valeur travail ») ou par la fierté qu'il peut procurer, est créateur de culture. On parle également de culture d'entreprise pour désigner les valeurs et les règles de vie propres à chacune d'entre elles.

C'est aussi un lieu de relations, de rencontres – amicaux, hiérarchiques, conflictuels parfois - avec d'autres : les collègues, les clients (ou usagers, ou patients ...), les supérieurs, les collaborateurs ...

¹ Larousse

² Philosophe français (1798 – 1857) considéré comme l'un des précurseurs de la sociologie.

Le travail, générateur de cultures et de pratiques culturelles

Pierre Bourdieu l'a développé dès 1979 dans son ouvrage "la Distinction" : les modes de vie, les pratiques culturelles, sont souvent liées aux pratiques professionnelles, les ouvriers se tournant plus vers le football quand les cadres pratiquent plus souvent le tennis ou le golf – la différence de revenus n'expliquant pas à elle seule ces choix de pratiques.

Les paysans, les ouvriers, les artisans, ont des connaissances propres, des modes de vie (horaires de vie, systèmes de valeurs) inhérents à leurs contraintes professionnelles.

Cet esprit de corps au sein d'une même profession, a conduit des groupes professionnels à constituer leurs propres systèmes de consommation, notamment les instituteurs, avec la CAMIF (coopérative d'achat de la mutuelle des instituteurs de France), la MAIF (mutuelle des instituteurs de France), et même des lieux de vacances propres (les camps GCU – groupement du camping universitaire).

La FNAC (Fédération Nationale d'Achat des Cadres), si elle n'était pas réservée à l'encadrement, actait à sa création la présence très majoritaire des cadres dans sa clientèle.

A l'inverse, le non-emploi génère, au-delà de l'absence de la culture d'entreprise, une dévalorisation et un risque de perte de lien social, comme l'a rappelé le CESE dans son rapport voté le 10 mai 2016 intitulé : "l'impact du chômage sur les personnes et leur entourage".

Le rôle des comités d'entreprises, des comités d'œuvres sociales, des comités d'actions sociales

Considérant que le travail devait permettre l'émancipation des travailleurs, dans un but d'éducation populaire, les organisations syndicales gérant les organismes d'actions sociales (dont le statut diffère selon l'entreprise ou l'administration) promeuvent des actions culturelles à destination des salariés.

Ces actions bénéficient en premier lieu aux salariés et agents des entreprises et administrations concernées, mais aussi, en finançant les structures et les artistes, à l'ensemble de la société.

Des associations mutualisent les moyens de différents. C'est le cas du Centre de Culture Populaire de Saint-Nazaire, qui regroupe 25 structures (CE ou assimilés) et propose des rencontres autour du spectacle vivant, de la lecture, de l'écriture, du cinéma. Il se déplace également en entreprise à la rencontre des salariés.



D'autres associations se sont créées au niveau national, à l'image du réseau CEZAM (créé par des comités d'entreprises majoritairement proches de la CFDT) ou de l'association ANCAV – TT (issu de la CGT). Elles permettent à l'ensemble des salariés des CE adhérents, mais aussi aux adhérents individuels quel que soit leur statut, d'obtenir un accès facilité aux prestations touristiques et culturelles.

Rôle du collectif de travail

L'apport au « vivre ensemble » du travail est d'autant plus important qu'existent des collectifs de travail. Ces collectifs se créent lors des moments de lutte sociale, notamment pour les salariés, mais également dans les temps de pauses, formelles ou informelles. Le centre d'histoire du travail de Nantes, qui reçoit le soutien de la Région des Pays de la Loire, recueille et met en valeur en particulier les archives des mouvements ouvriers (au sens large de « salariés ») et paysans sur Nantes et l'ensemble de la région. Il est emblématique d'une volonté de la part d'une partie des classes populaires de s'emparer de leur histoire au travail et de la constituer en un patrimoine reconnu de tous.

Les relations entre travail et culture : des évolutions et des défis

La société fait face à des changements majeurs. Les déplacements sont facilités, et le développement des outils numériques permet une diffusion instantanée de l'information. Le monde du travail, les pratiques professionnelles sont également concernés par ces bouleversements.

Les évolutions du monde du travail ont conduit jusqu'à une période récente à une montée de la part du salariat dans le monde du travail (de 63 % en 1956 à 91 % dans les années 2000). Pour certains, les évolutions du monde du travail, une externalisation de l'emploi hors de l'entreprise traditionnelle

(via l'ubérisation, le développement de l'auto-entrepreneuriat) signent la fin de la hausse voire le déclin du salariat.

Ces évolutions seront analysées par le CESER dans son étude sur les métiers de demain.

La hausse de la part des CDD, notamment en début de carrière, emporte des conséquences sur la culture du travail.

Plus généralement, on assiste à une perte de l'esprit de corps dans certaines professions, et des structures évoquées plus haut, telles la CAMIF, la MAIF, ou la FNAC, ont perdu une bonne part de leurs spécificités professionnelles.

Dans les entreprises et les administrations, on assiste, notamment dans le secteur tertiaire, à une individualisation croissante des horaires de travail, et même parfois à la mise en place du télétravail. Cette individualisation répond parfois à un souhait des salariés. Mais elle limite les échanges qui pouvaient exister lors temps partagés en marge du travail (trajets, pauses, repas, ...). L'individualisation des modes de consommation, la nécessité de rentabiliser le temps libre, conduisent nombre de salariés à ne plus recourir aux solutions de restauration collective lorsqu'elles existent.

Les syndicats, dont les effectifs ont tendance globalement à stagner (au total en France, 8 % des salariés sont syndiqués), peinent également à offrir au plus grand nombre un espace de culture collective.

Lors de son audition, le centre de culture populaire de Saint-Nazaire a relaté une collecte de témoignages sur le vécu des salariés de son bassin d'emploi. Il en ressort le sentiment d'une perte du sentiment collectif et de la solidarité des travailleurs.

Cette solidarité est parfois mise à mal par la cohabitation au sein d'une même entreprise, de salariés de différents statuts, voire de différentes nationalités et parlant des langues différentes, par le biais notamment du travail détaché.

La montée en puissance des TPE et PME participe au dynamisme du territoire, en particulier dans les Pays de la Loire. Actuellement, en France, près d'un salarié sur cinq travaille dans une TPE.³

Ce modèle peut remettre en cause certains financements de la culture, dans la mesure où les comités d'entreprises ne sont obligatoires que dans les entreprises de plus de 50 salariés.

Les salariés sont également amenés à changer d'entreprise au cours de leur carrière. Plus de 80 % des embauches en France se font en CDD⁴. De ce fait, l'aspect intégrateur du travail est beaucoup moins prégnant.

Le chômage, qu'il soit total ou même partiel, exclut de fait plusieurs millions de salariés des apports de la culture par le travail.

Pour faire face à ces évolutions, les réseaux CEZAM et ANCAV-TT prévoient des possibilités d'adhésion individuelles pour les chômeurs, les salariés des petites entreprises, ou les travailleurs non-salariés. Lors de son audition au CESER, le centre de culture populaire de Saint-Nazaire a indiqué qu'une réflexion devrait être engagée pour s'adresser à ces adhérents potentiels.

Enfin, la question des pratiques culturelles, et de la pratique culturelle en particulier, se pose également dans le milieu professionnel. Elle fait l'objet de débats parfois très médiatisés, et de réponses différentes selon les cas, par exemple concernant le port de signes religieux distinctifs sur le lieu de travail.

Les rapports entre la culture et le travail sont donc, dans une société en mutation constante, appelés à évoluer. Ils participent toutefois pleinement au "vivre ensemble" tel que le conçoit le CESER.

³ <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/03/30/20002-20150330ARTFIG00219-emploi-pib-que-pese-reellement-les-tpe-en-france.php>

⁴ <http://www.blog-emploi.com/cdi-jeunes-diplomes/>

Les arts dans nos sociétés contemporaines

Par Nadine VAROUTSIKOS-PEREZ

"Et aujourd'hui, en cette fin de siècle, où la réalité même se fait poésie, où se déroule sous nos yeux la lutte des puissantes Natures pour l'enjeu décisif, où l'on se bat pour les grandes causes de l'humanité, pour la domination et pour la liberté. Aujourd'hui, l'art, sur sa scène d'ombres, a le droit lui aussi de tenter un vol plus haut, oui, il doit le faire s'il ne veut pas avoir honte devant la scène de la vie".

Friedrich Von Schiller, 1798

Dans un moment de mondialisation accélérée, d'accentuation des désordres économiques du monde, il est une exigence publique : offrir à nos concitoyens des capacités de curiosités, d'éveil, d'attention à l'autre, aux autres, pour que se forment de nouvelles solidarités.



Une utopie à partager

La culture n'est pas un supplément d'âme c'est un des fondements d'une société. Le socle d'un avenir possible, d'une utopie à partager.

Le moment de crise que nous vivons est difficile. Mais c'est aussi un moment qui oblige à reposer la question du sens de manière encore plus aigüe et à une réflexion commune de tous les acteurs.

Un travail indispensable en direction de tous les publics et particulièrement envers les plus éloignés du champ culturel doit être fait. Que ce soit dans les quartiers, à l'Hôpital, dans les prisons, dans des établissements spécialisés, auprès des personnes en situation d'handicap, il est nécessaire d'inventer de nouveaux modes de rencontre et de partage entre habitants et artistes.

Il s'agit par là-même de contribuer à ce que chacun se sente légitime dans son accès à l'art et à la culture. Il est essentiel de reconnaître chacun comme porteur de valeur esthétique, et d'ouvrir ainsi des perspectives d'actions croisées, entre culture et travail social, culture et éducation populaire. Bien évidemment culture et éducation mais aussi culture et urbanisme.

Ces convergences prennent tout leur sens dans une période où l'exclusion de l'emploi et des droits qui y sont liés se fait de plus en plus prégnante et où des replis identitaires de toutes sortes menacent la cohésion de la société. Les inégalités touchent les individus mais aussi les territoires et les solidarités à inventer sont donc multiples.

L'efficacité sociale et politique de l'art

L'efficacité sociale et politique de l'art est indissociable de son efficacité artistique, l'engagement et les qualités humaines des artistes faisant écho à leur talent. Il s'agit de poser la question du sens, inscrire les projets de création dans un territoire mais ne céder en rien sur les exigences esthétiques des œuvres.

Les poètes – les artistes – éclairent le monde. Ils sont souvent en avance dans la perception et la compréhension des mouvements souterrains qui traversent une société. Là réside l'importance de leur présence, de leur travail.

Le poétique est la force de la révolte et une clef de compréhension du monde : un acte artistique est aussi un acte politique. L'accès au symbolique constitue une des plus grandes des injustices. Si l'on souhaite une société plus juste, un autre modèle de société, il faut défendre ardemment la possible perception par tous du poétique.

Il n'est plus à démontrer l'importance de la rencontre à l'œuvre dans la construction de l'être, c'est pourquoi il s'agit de s'adresser à la sensibilité et à l'intime de chacun en particulier des élèves et cela de la maternelle à l'université. Il s'agit d'être savant et populaire et de porter la notion de transmission comme un étendard.

Mais il y a d'autres réalités esthétiques que l'art. L'effet de sidération ne vient pas des seules œuvres. Le champ esthétique et les champs de la pensée et de la recherche doivent se croiser davantage.

C'est ce qui à mon sens traverse toute cette étude : Une nécessité profonde de rencontre entre l'art et la pensée au service de tous et de chacun.

Penser le monde, ressentir le monde et vaille que vaille croire à l'avenir de notre humanité.

favorise l'accès aux activités culturelles. Celui-ci est considéré comme acquis. Mais est-ce vraiment le cas ?

S'adapter à l'évolution des attentes et des parcours sans rien perdre de l'objectif

De fait, une politique culturelle ne peut se résumer à une politique de diffusion ou d'équilibre de l'offre culturelle. Pour la sixième puissance économique mondiale, l'affirmation d'une pratique culturelle au service du vivre ensemble, résistante à la logique de fragmentation des sociétés contemporaines est essentielle. C'est toute la dimension d'émancipation collective, essence même de la démocratisation culturelle du siècle dernier dont il est question.

Nous avons ici un formidable défi à relever pour accoucher de l'avenir et des réponses à apporter. Dans nos sociétés en pleine mutation, regardons la crise non pas comme un élément conjoncturel mais "le fait que l'ancien monde meurt et le nouveau ne peut pas naître". Alors comment continuer à promouvoir la dimension émancipatrice d'une culture souvent confondue avec le divertissement ? A en renouveler sa dimension collective dans un univers dominé par l'individualisation des pratiques et ou l'autre devient un poids ? Quelles modalités inventer pour promouvoir encore l'égalité culturelle?⁶ Enfin, comment la culture peut-elle faire encore éducation ?

Place aux enjeux fondamentaux des pratiques culturelles.

Il y a plusieurs pistes pour ce faire. Revenons à l'idée même des attendus de la pratique culturelle. Pour l'éducation populaire, la culture ne s'impose pas de manière descendante mais se construit en partant des références sociales, savoirs familiaux et territoires de vie.

Ainsi est-ce qu'appartenir à une chorale d'amateur est moins valorisant que de chanter dans un cœur semi-professionnel ? A l'évidence oui, dans une société où chacun a intégré la notion de compétition permanente et d'obligation à être le ou la meilleure partout. Les émissions de télé réalité (type "the Voice"...) renforcent l'idée que l'aboutissement de la pratique culturelle est d'en devenir un(e) professionnel(le).

Les pratiques artistiques amateurs sont encore trop souvent dévalorisées et leur dimension de créativité, d'ouverture et de d'activité désintéressée sous-estimé. C'est occulter notre besoin fondamental de temps de vie détachés des contraintes productivistes, pas pour autant d'objectifs qualitatifs. Le croisement entre artistes et amateurs est lui un outil toujours efficient, dès lors qu'il vient soutenir ce vivre ensemble. C'est un des objectifs de ce qui est développé en milieu pénitentiaire, dans la création partagée avec les détenu(e)s ou la découverte de disciplines artistiques savantes.⁷

Médiation culturelle et animation culturelle : pour un enseignement mutuel

Contrairement à l'idée déjà présente chez Malraux d'une émotion qui suffit à ouvrir à l'art habilité par la puissance publique, l'éducation populaire considère que chacun(e) d'entre nous a besoin de médiateurs pour y accéder. Généralement utilisée pour faire du lien entre l'œuvre et le public, la médiation ne permet pas toujours l'appropriation de pratiques culturelles par les habitant.es d'un territoire. Elle peut même être parfois ressentie comme un outil pour "remplir une salle" plutôt qu'un moyen pour s'interroger sur l'attractivité de la programmation. Pour autant, la médiation culturelle a

⁶ A l'instar du Pass Culture Sport

⁷ Exemple de la folle journée -Missions culturelles dans les établissements pénitentiaires développées par à la Ligue de l'enseignement

une dimension essentielle sur laquelle les politiques publiques ont à s'attarder dès lors qu'elle est imaginée conjointement avec les acteurs et les habitant.es d'un quartier ou d'une commune.

"Lire et Faire Lire", médiation trans-générationnelle entre des personnes de plus de 50 ans et les enfants, basée sur la transmission du plaisir de lire, mobilise ainsi près de 2000 bénévoles en Pays de la Loire. Tout un panel de formation et d'outils leur permettent d'acquérir une base commune pour construire des lectures participatives dans les écoles, maison de quartier ou associations.

L'animation culturelle, action complémentaire de la médiation, est l'un des moteurs de l'éducation populaire. Les structures d'éducation populaire ont un rôle fondamental dans la vitalité des territoires. L'implication des habitant.es dans le cadre de pratiques amateurs, dans la transmission de la culture locale, dans la valorisation du patrimoine local comme de manière collatérale dans la gestion des structures associatives, participent d'une implication au service du collectif, génératrice de patrimoine matériel comme immatériel⁸. Les structures de proximité, sont les premiers lieux d'attention à ces émergences. Leur fonction même est de favoriser l'expression des habitant.es comme l'expérimentation artistique.

Ces nouvelles formes de pratiques peuvent prendre bien des formes : scientifique, numérique, d'expression artistique. Ainsi EXPOSCIENCE, organisé dans l'ensemble des Pays de la Loire en direction des jeunes, s'appuie sur l'idée que la culture scientifique doit être diffusée et partagée par le plus grand nombre. D'une autre manière, la Confédération Régionale des Foyers Ruraux Pays de la Loire organise des rassemblements sur trois départements de la Région d'ateliers de pratique artistique, de créations, de forum et spectacles.

L'éducation artistique et culturelle : une politique nécessairement partagée

L'éducation artistique et culturelle, au-delà d'être une politique de démocratisation culturelle rayonnant tout au long de la vie, est une politique de la rencontre : avec l'autre dans la compréhension et le respect de sa culture, afin d'éviter toute situation d'exclusion mais aussi avec soi-même.

Portée par les ministères concernés et les collectivités territoriales, l'éducation artistique et culturelle est le fruit, fragile, de partenariats à tous les niveaux, mobilisant les institutions culturelles et les créateurs. Le Conseil Régional des Pays de la Loire est un acteur incontournable de la cohérence culturelle en ce qu'il peut favoriser une animation sociale et culturelle harmonisée et pérenne sur l'ensemble du territoire. Comme le soulignait Jean-Claude Wallach, le rôle de la culture est de "permettre l'accès à une intelligence par la fabrique de code, de clefs pour l'intelligence collective". La diversité des acteurs est ici une ressource et un atout pour s'adapter aux défis qui sont les nôtres et réconcilier enfin véritablement culture savante et culture populaire.

"On peut vivre sans culture, mais on vit moins bien"⁹. Nos défis ne sont pas plus grands que ceux que vécut nos ascendants au lendemain de la libération. S'il nous faut résister à la course en avant consumériste et à la montée de l'ignorance, il nous faut aussi innover. Alors ensemble, prenons le risque d'avancer, de chercher ce lien fédérateur d'une culture émancipatrice des dogmes d'aujourd'hui, de nous tromper parfois et de recommencer. Ensemble.

L aïcité, croyants et non croyants : traits d'union ou de désunion ?

⁸ Comme les salles de spectacles en milieu rurales construites par des bénévoles

⁹ Didier Fusillier, président directeur du parc de la Villette

Contexte et méthode

Les attentats sur le sol français, le choc qu'ils ont représenté, sont à la genèse du rapport dans lequel s'inscrit notre contribution.

Les tensions et les peurs alimentées par une menace terroriste récurrente ont largement contribué à alourdir le climat social. Dans le même temps, les citoyen(e)s se sont fortement mobilisés contre la violence et ont appelé à la fraternité entre les personnes de toute condition et de toute sensibilité. L'attractivité de la culture mortifère de Daesh, pour une partie des jeunes, fut une découverte et une véritable interrogation. Dans ce pays des libertés, des lumières et du plaisir de vivre, telle qu'est souvent présentée la France, l'histoire passée a ressurgi et a réinterrogé les fondements d'une identité française, de ses possibles fractures, avec pour épicerie la place des religions et de la laïcité.

Dans ce contexte particulièrement "sensible", nous avons sollicité des acteurs et actrices de terrain afin de partager leurs regards et appréciations ; réinterroger la conjugaison entre principe de laïcité, fondamentaux des croyants et non croyants et vivre ensemble.

Notre contribution s'est nourrie de leur parole qui, en retour, n'ont pas manqué de bousculer approches, voire préjugés communément admis.

Concrètement, en fidélité à la démarche méthodologique propre au CESER, trois temps ont précédé notre écriture. Ils ont été ordonnés ainsi : appropriation du principe de laïcité avec l'intervention du Rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, échanges avec les grandes religions, mais également échanges avec des personnes non croyantes représentatives de la société civile. Nous remercions toutes les personnes¹⁰ et institutions qui ont eu la gentillesse de répondre ainsi à notre invitation au dialogue¹¹.

Cette méthode riche d'enseignements permet aux lecteurs et lectrices d'identifier des enjeux et défis à relever...comme des débats volontairement ouverts dans notre écrit.

¹⁰ Liste nominative en annexe

¹¹ ¹¹ Compte tenu du cadre contraint de la présente contribution, nous avons choisi, pour éclairer nos propos, d'utiliser des éléments de synthèses des expressions issues des différentes auditions. Nous remercions les participants de leur compréhension

Ce qu'est la laïcité

Le principe de laïcité : définition et enseignements

De quoi parle-t-on lorsque l'on évoque la laïcité ? Difficile de s'y retrouver, tant les controverses s'étalent dans les médias, et ce, au plus haut sommet de l'Etat. La Laïcité, qui fêtait ses 100 ans cette année, est un principe encore jeune au regard de l'histoire et pourtant considéré comme une évidence. De la promulgation de loi 1905¹² jusqu'à ce jour- on se souvient des débats sur les signes ostentatoires à l'école- ce principe a souvent convoqué les passions. C'est que la laïcité est régulièrement confondue avec athéisme et entendue comme une option spirituelle particulière, une « religion civile » propre aux non croyant(e)s, ce qu'elle n'est pas.

Pour sortir de cette interprétation erronée, l'Etat crée en 2013 l'Observatoire de la laïcité, institué dès 2007 par Jacques Chirac¹³ Président de la République, et développe à suivre un plan de formation "Valeurs de la République et laïcité" décliné actuellement dans l'ensemble des régions et départements.¹⁴

Alors qu'est-ce que la laïcité ? C'est à la fois une philosophie et un principe juridique d'égalité des droits, quels qu'ils soient, qui permet à chacun(e) de vivre en liberté. Principe qui nous est envié par bien des peuples du monde.

"Pour l'essentiel, la définition juridique de la laïcité découle de l'article 10 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, de la loi Ferry du 28 mars 1882 et, bien sûr, de la loi du 9 décembre 1905. Paradoxalement, si le mot laïcité n'apparaît pas dans cette loi, elle reste celle qui en fixe le cadre général".¹⁵

Elle repose sur trois principes :

- "la liberté de conscience, de laquelle découle la liberté de religion et de culte, et celle de manifester ses convictions, mais toujours dans les limites de l'ordre public,
- la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, de laquelle découle la neutralité de l'Etat et de l'administration,
- l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs convictions, de laquelle découle la citoyenneté commune".¹⁶

Ce cadre commun est avant tout celui d'une liberté. Ce principe permet à chacun(e) de pratiquer une religion, quelle qu'elle soit, d'en changer ou de ne pas en avoir. L'ambition de la Laïcité est bien de construire de la cohésion, sans discrimination, ni représailles pour les minorités de pensées, ce qui n'a pas toujours été le cas dans l'histoire de France.

"Durant plusieurs siècles ceux qui n'adoptaient pas la religion du roi, le catholicisme, dans cet Etat français qui n'était pas laïque, étaient persécutés en raison de leur foi. Nulle liberté de conscience, ces minorités [...] se voyaient interdire les fonctions publiques ou certains métiers à responsabilités, ne pouvaient enterrer leurs morts dans les cimetières communs, ni, tout simplement, pratiquer leur culte"¹⁷

¹²Instaurant la séparation des Eglises et de l'Etat

¹³Décret du premier ministre Monsieur De Villepin

¹⁴Lien vers les formations en Pays de la Loire, <http://pays-de-la-loire.drjcs.gov.fr/spip.php?article784>, et vers les outils de l'Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education (en direction des équipes pédagogiques) WWW.univ-nantes.fr/espace.laicité

¹⁵Nicolas CADENE, audition du 7 juillet 2016

¹⁶Nicolas CADENE, ibid.

¹⁷Nicolas CADENE, ibid.

Le tableau ci-contre, une représentation du massacre de la Saint Barthélémy, par François Dubois (1529-1584) illustre cette période tragique de notre histoire.



"La laïcité est perçue comme parfaitement adaptée à la réalité du monde moderne et il semble invraisemblable pour nos concitoyens qu'une contrainte en matière de pratique religieuse s'exerce à nouveau. La dualité scolaire elle-même tend à s'effacer des mémoires, sans pour autant que se résorbe un imaginaire sulfureux de la laïcité : le problème c'est la récupération clivante qu'en font certains politiques, alors que là encore c'est une question de connaissance de ce qu'est la laïcité en termes de droit. Les politiques n'ont pas voulu voir ce qu'il se passait sur le terrain et lorsque le sujet a explosé dans des conflits intercommunautaires, tous étaient démunis. La société a besoin de clarifier et retrouver l'esprit de la laïcité."¹⁸

Ce que signifie la neutralité

D'évidence une mauvaise application de la laïcité entraîne de facto des divisions, plutôt que le rassemblement attendu.

L'esprit de la laïcité s'inscrit dans une liberté respectueuse de l'ordre public : de la liberté d'autrui d'une part et la neutralité de l'Etat d'autre part. Neutralité qui doit s'entendre dans un cadre clair. Il y a neutralité de l'Etat sur la pratique religieuse ou l'absence de pratiques, parce qu'il y a neutralité des religions dans les affaires d'Etat et qu'ainsi, sans ingérence, nous pouvons garantir pleinement la liberté de choix.

"Tout cela assure la fraternité. Il n'y a pas besoin d'ajouter la laïcité à la devise républicaine : en réalité, elle s'y décline parfaitement. La laïcité, c'est bien cette "liberté, égalité, fraternité". C'est un cadre commun à tous qui permet d'organiser les libertés dans la Cité."¹⁹

L'État et ses représentants, élus et fonctionnaires, se doivent d'être porteurs de cette neutralité de conscience en n'affichant aucune préférence religieuse. Il n'est pas pour autant question de neutraliser l'espace public sociétal qui accueille le débat et la confrontation des expressions culturelles, sociales et politiques. Ce qui est neutre, c'est l'espace, pas les publics. Il peut y avoir des expressions contradictoires et l'expression des religions y est possible, mais cette expression ne peut bénéficier du soutien de la puissance publique ou s'imposer à elle.

Pour bien comprendre cette distinction d'espace, Nicolas Cadène en distingue quatre :

- espace privé (chez soi – liberté de conscience absolue),
- espace administratif (Etat, collectivités, bâtiments publics et agents – neutralité de mission, mais pas pour les publics hors champs scolaires),
- espace social (entreprise - liberté de conscience et sa manifestation garantie, sous réserve de non prosélytisme et respect de la bonne marche de l'entreprise),
- espace partagé (espace commun tel que la rue; la liberté de conscience ou sa manifestation y est garantie sous réserve d'absence de trouble à l'ordre public).

¹⁸ Maurice Berthiau et Stéphanie Rabaud

¹⁹ Nicolas CADENE, ibid.

Il faut entendre, dans liberté de conscience ou sa manifestation, la liberté de pouvoir porter un signe religieux tel que voile, kippa ou soutane dans l'espace partagé ... souvent confondu avec l'espace administratif. Ce qui y est interdit c'est le prosélytisme, c'est-à-dire de prêcher sa religion pour convertir. C'est aussi de cacher son identité, pour des raisons de sécurité publique et non pas de laïcité, que ce soit avec une cagoule, un casque ou un voile intégral. La laïcité, n'est pas on le voit, "l'uniformisation des corps et des esprits"²⁰ pour laquelle on la convoque trop souvent.

Laïcité, religions et vivre ensemble : de la fonction de l'éducation

Les enjeux du principe de laïcité

Les reproches édictés à l'encontre de la Laïcité cachent souvent des débats d'une toute autre nature. Ils ne sont pas du ressort du principe républicain, mais plutôt de l'incivilité, de l'inclusion des minorités ou de la sécurité publique.

Il y a ainsi souvent assimilation, entre combat pour la laïcité et droits des femmes. A ce propos, Nicolas Cadène nous rappelle très justement que les femmes ont été longtemps oubliées dans le combat de l'égalité républicaine. Dès 1793, Olympe de Gouges réclame "la pleine assimilation légale, sociale et politique des femmes" ...et est guillotinée. Il faut attendre 1945 pour que la France octroie le droit de vote aux femmes, longtemps refusé par défiance par les parlementaires qui considéraient les femmes incapables d'autonomie de pensée.

Un autre enjeu observable est celui d'une histoire coloniale qui n'en finit pas de peser sur le corps social. Les descendants des migrants se trouvent ainsi écartelés entre deux histoires et deux identités, "dans la tension entre le présent vécu et le passé retenu comme histoire nationale, se constitue la condition postcoloniale".²¹ Si les attentats ont fait resurgir ce qui fait fracture ici, c'est peut-être que ceux que l'on assigne encore au statut d'immigré, ont cru, presque plus que les autres citoyens français, à la République et ses promesses de liberté, d'égalité et de fraternité. Or depuis l'ouvrage de Pierre Bourdieu²² et les travaux, tant des urbanistes que de sociologues, on sait que certains territoires de la République sont des quartiers de ségrégations sociales, situation que la politique de la ville, cherche toujours à résorber, avec des résultats contrastés.

Dans une société structurelle du sous-emploi, les inégalités se renforcent entre les individus, tant en terme de capital économique, que de capital social ou culturel.²³

"Or, pour garantir son effectivité la laïcité a besoin de mixité sociale et d'une lutte constante entre toutes les inégalités et discriminations qu'elles soient de genre, urbaines, sociales, scolaires ou ethniques. La Commission Stasi le rappelait dans son rapport de 2003 et Jean Jaurès l'affirmait déjà en 1904 : "la République doit être laïque et sociale. Elle restera laïque si elle sait rester sociale."²⁴

Si les familles sont plébiscitées dans les sondages comme espace refuge, elles peinent aussi à combler les failles de la "fin de l'Etat providence" et de la recomposition des rapports de forces sociétaux, face à leur propre survie économique et sociale. L'accélération de la modernité vient percuter de plein fouet la question de la transmission de savoirs, de valeurs familiales comme professionnelles. "L'entreprise n'est plus que rarement le lieu de la reconnaissance collective, de la fierté du métier et de soi".²⁵

²⁰ Pierre Tournemire, annale de la Journée Régionale Laïcité et FDVA 2015, DRJSCS Pays de la Loire, <http://pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr/spip.php?article797>

²¹ Mamadou Diouf " les études postcoloniales à l'épreuve des traditions intellectuelles et des banlieues françaises", in revue Contretemps, Post colonialisme et Immigration, 2006

²² Pierre BOURDIEU "La misère du monde",

²³ Distinction faite par Pierre Bourdieu qui distingue ces **trois** catégories en termes d'héritages dont bénéficient les individus et dont ils peuvent tirer profit en termes d'avantages matériels ou symboliques. **Capital économique** = le **patrimoine** d'un individu, **Capital social** = réseaux relationnels d'un individu, **Capital culturel** = ressources éducatives et culturelles

²⁴ Nicolas Cadène, *ibid.* p 1

²⁵ Maurice Berthiau et Stéphanie Rabaud, *ibid.*

"La peur de la précarité, le retour de la pauvreté"²⁶ fragilisent les relations sociales. C'est aussi le besoin de sa propre reconnaissance, de l'estime de soi qui est mis à mal et dont il nous faut tenir compte.

Eduquer à la laïcité

On peut penser qu'affleure derrière la crise économique et sociale, une crise philosophique et politique. Tout être humain a la pleine conscience du néant, de son impuissance face à la mort et de l'immensité du monde. Cette conscience porte en elle une spiritualité a-dogmatique et se confronte aux droits et devoirs que lui impose la mortalité de l'Homme. Les progrès de la société, de la science, de la qualité de vie ou au contraire d'une précarité récurrente modifie cette conscience, mais ne l'efface pas.

A notre époque, comme aux précédentes, les hommes et les femmes aspirent à discerner une morale humaine qui fait sens aux joies et aux peines et de l'existence. Qu'en est-il de l'exemple donné par nos dirigeants ou nos institutions et de la perte de confiance qu'ils inspirent, dans la divergence entre les grands idéaux et la réalité de la petitesse des actes ?

L'erreur de la République a peut-être été de considérer que l'énoncé du principe suffisait, là où sa fonction était d'éduquer à la puissance symbolique et libératoire de la laïcité. Ainsi, elle a désincarné l'idée même de la laïcité, limitée à un principe juridique ou à de faux débats. La République a confondu en somme neutralité confessionnelle et fonction éducative. C'est oublier les conseils de Jules Ferry, rappelant la fonction d'éveil critique de l'Ecole : "*nous avons prôné la neutralité religieuse, nous n'avons pas prôné la neutralité philosophique, pas plus que la neutralité politique*". Il reste à éduquer les générations futures dans une morale vivante de la justice et de la liberté, qui ne soit pas une collection de préceptes, mais une conception évolutive et progressive de la vie morale.

Si la laïcité assume d'être sans symbole, il reste que la bienfaisance de ce qu'elle nous propose de vivre est insuffisamment insufflée dans chacun d'entre nous pour que nous la portions comme une valeur forte, affective, intellectuelle, active, qui nous rende fier et nous grandisse individuellement et collectivement. C'est à penser cette carence que nous invite la réflexion de Ferdinand Buisson, prix Nobel de la paix et artisan de la laïcité scolaire :

"Il manque quelque chose à ce pays mais ce n'est pas un principe, un dogme, un programme, une formule. Le quelque chose qui est décidément trop faible chez nous, c'est l'homme lui-même, il ne pèse pas assez dans la balance sociale, peut-être justement parce qu'il ne se sent pas de valeur propre. La République ne manquerait de rien, s'il ne lui manquait pas des républicains".

Regards et appréciations de croyants et de non-croyants : quelques propos rapportés²⁷

Les impacts des attentats et leurs résonances

Toutes les organisations et personnes auditionnées s'accordent à reconnaître que "les attentats sont le fruit d'un endoctrinement, d'une manipulation d'une population en déshérence. C'est un mouvement sectaire"²⁸ et non pas le propre d'une religion. "Nous partageons tous la même vision, le même mot d'ordre : les religions n'ont rien à voir avec les actes criminels. Il faut être attentif à ne pas faire d'analyses trop simplistes entre les attentats et le fait religieux. C'est une instrumentalisation à éviter,

²⁶ La pauvreté en forte augmentation en occident, est redevenue un sujet de société

²⁷ Compte tenu du cadre contraint de la présente contribution, nous avons retranscrit des extraits de la synthèse des expressions (comportant quelques citations intégrales) des auditions. Nos choix sont forcément subjectifs et nous remercions les participants de leur compréhension.

²⁸ Maurice Berthiau

quelle que soit la prétention des auteurs de ces crimes. Ces individus n'ont pas de lien étroit avec les lieux de culte".²⁹

Si la réponse est toujours difficile à trouver, croyants et non croyant(e)s se sont mobilisé(e)s chacun(e) à leur manière afin d'éviter l'explosion du corps social et interrogent la responsabilité collective dans une société du spectacle, là où il y a nécessité à transformer sur le fond les mentalités.

"Il faut poser des actes de résistance face à la manipulation et au rejet de l'autre. Il y a le temps court médiatique, avec les travers de l'information en continu, qui joue aussi sur les fantasmes. Les médias ont cherché à montrer qu'il y avait une "guerre de religions. Le temps long de la rencontre et du dialogue permet de découvrir et de comprendre le référentiel de la personne qui n'a pas notre culture. La réponse de l'Etat et de la société est une réponse sécuritaire. Si la société en reste là, elle risque de développer une forme de paranoïa : "méfiez-vous les uns des autres"³⁰

La spiritualité, si elle n'est pas que religieuse, a été très directement interrogée par les attentats comme la fraternité au-delà des croyances.

"Le fait religieux et/ou le sentiment religieux sont présents dans toutes les civilisations. On peut faire disparaître les religions, mais qu'advient-il du sentiment religieux, avec tous les risques de dérives ? Toute religion croise le fer contre l'idolâtrie et ses multiples formes (...) Dans les religions il y a la dimension de l'intériorité et la dimension de la communauté. Sur l'intériorité on doit chercher au fond de nous la force de regarder l'autre au travers du pardon, de la charité. (...) J'ai été très ému en juillet de voir des musulmans présents à la messe en mémoire du prêtre assassiné. Dans toutes les religions, nous avons une responsabilité pour inviter les croyants à entrer sur le chemin de la fraternité".³¹

Tout comme il est nécessaire de développer une pédagogie de la religion en direction des croyant(e)s, tant les textes des grandes religions lus littéralement peuvent prêter à interprétation et s'éloigner de leur message de paix fondamental.

Les religions, au nom du message de paix qu'elles portent, ont le devoir d'actualiser l'approche de leurs textes fondateurs :

"L'Islam doit faire un travail d'exégèse de certains textes qui prônent la violence - mais qui correspondaient à un contexte historique bien spécifique - et ne pas en rester à une lecture littérale. Les religions doivent éduquer les fidèles à la paix : Aime ton prochain comme toi-même ; si ce n'est pas ton frère en religion, c'est ton frère en humanité".³²

La laïcité, les religions et le vivre ensemble

Ensemble nous avons débattu du poids des religions sur le lien social. Viennent-elles le consolider ou le distendre ? Sont-elles vectrice d'exclusion ou au contraire d'ouverture aux autres ?

Pour Caroline SCHRUMPF :

"Les religions sont la traduction institutionnelle d'un mouvement intérieur (la foi : lien entre le croyant et Dieu). Ce lien avec Dieu induit nécessairement le lien avec l'autre qui porte en lui la même image de Dieu. (...) Nous pouvons vivre ensemble dans notre diversité."

Le dialogue interreligieux pratiqué depuis de nombreuses années, au plus près des différentes communautés religieuses, est fondamental. La rencontre et le dialogue permettent en effet de remettre en cause les représentations et les préjugés et de construire progressivement une vraie connaissance et reconnaissance des religions entre elles. Les vertus de la rencontre et du dialogue sont d'autant plus importantes avec les personnes issues de l'immigration. Celles-ci passent par la connaissance des codes culturels afin d'entrer dans la compréhension et la reconnaissance du migrant dans sa dimension de "civilisation"

²⁹ Mourad SANDI

³⁰ François RENAUD

³¹ François RENAUD

³² Bachir BOUKHZER

Cependant, il ne faut pas taire les postures identitaires, mais les reconnaître pour ce qu'elles sont. Car toute manifestation d'identité est source de fermetures aux autres. La laïcité est une ligne de crête.

De même, les débats de société croisent et interpellent les religions et l'évolution de leurs approches et pratiques.

"Les pratiquants ne vivent pas dans une bulle hors de la société. Il s'agit de vivre cette laïcité de façon à la fois vigilante et confiante".³³

"Ma communauté a été impactée par le débat sur le mariage pour tous. L'Eglise orthodoxe a une réponse très claire : ce n'est pas possible de marier deux personnes du même sexe. Cela n'empêche pas de comprendre que l'amour existe entre deux personnes du même sexe. Au sein même de ma communauté, les jeunes étaient souvent favorables à cette évolution."³⁴



Ainsi, *"la philosophie de l'émancipation laïque radicalise la liberté puisque chacun devient maître de sa spiritualité, de son mode d'accomplissement, et finalement du type d'être qu'il fait advenir dans la conduite de son existence".³⁵* C'est toute la spécificité de la société d'aujourd'hui où la question du sens de l'existence portée par la foi religieuse ou la conviction humaniste se rejoignent pour faire choix d'une société éduquée à l'amour des autres.

Les jeunes et leur quête

Les jeunes vivent une période pleine de potentialités, de richesses, de quête de sens, d'idéal, d'espérance... mais c'est également une période d'incertitudes, de doutes et de

fragilités de toute nature (climat familial et social, influences relationnelles, internet, réseaux sociaux...).

"C'est le propre de la jeunesse de miser sa vie sur une cause qui le mérite. Le radicalisme est inhérent à la jeunesse."³⁶

"L'internet est devenu l'école de celui qui n'a pas d'école, l'inspiration de celui qui n'a pas d'inspiration, la source de celui qui n'a pas de source."³⁷

"Des jeunes filles en fragilité de formation et d'emploi vont miser sur la maternité pour avoir une place dans la société".³⁸

³³ Caroline SCHRUMPF

³⁴ Alexis STRUVE

³⁵ Henri PENA-RUIZ, Dictionnaire amoureux de la laïcité (Ed Plon),

³⁶ François RENAUD

³⁷ Bachir BOUKHZER

³⁸ Caroline SCHRUMPF

Extrémismes, radicalismes et utopies

Il faut d'ailleurs reconnaître que notre société, éminemment médiatique, matérialiste et consumériste, n'ouvre pas de réelles perspectives aux jeunes en matière d'idéal de vie, d'utopies, voire de transcendance.

*"On a des radicaux dans nos religions, mais pas que dans les religions. On a toujours eu des radicaux dans nos sociétés. La question est : comment peut-on les gérer afin de limiter les violences ? Il nous faut des utopies disponibles pour recevoir ces radicalismes. Le défi à maintenir : celui de l'estime mutuelle dans nos différences. Il ne faut pas baisser les bras. Faire taire les différences, ce n'est pas un défi exaltant."*³⁹

Les jeunes, on le sait, sont l'une des cibles privilégiées de DAECH. Il y a urgence à prévenir la radicalisation qui peut toucher les jeunes de tous milieux sociaux. Cela concerne d'abord la famille, mais aussi l'environnement amical et bien sûr les éducateurs.

Le Ministère de l'Education Nationale a ainsi mis en ligne un livret de prévention et de radicalisation consultable sur son site. "Ce mécanisme de harponnage sectaire" se manifeste en amont par des signes d'alerte (rupture relationnelle, rupture scolaire, rupture familiale, nouveaux comportements alimentaires et vestimentaires, tensions et conflits, repli sur soi, mutisme...)

Les moyens ne sont pourtant pas à la hauteur des enjeux :

*"Les religions ne doivent pas faire de cadeaux aux extrémistes. Il faut nommer leurs dérives radicales afin d'éviter la propagation. Il y a un travail de terminologie pour éviter les excès. Il faut faire prévaloir notre vivre ensemble. On a peu de moyens pour lutter contre les dérives liées à internet. On a mis en place une cellule pour aider les familles à endiguer la radicalisation d'un proche."*⁴⁰

Quelques conseils en direction des jeunes, des familles et des éducateurs

Rétablir, construire le dialogue est apparu comme une nécessité fondamentale, par-delà les pluralités.

*"La laïcité est un principe fondamental, mais il faut aussi réinterroger cette laïcité. L'association "coexister" rassemble des jeunes de différentes religions et convictions : c'est une association pour les jeunes et par les jeunes. Ce sont des initiatives à soutenir pour développer le vivre ensemble."*⁴¹

*"Pour les jeunes issus de l'immigration, il faut prendre en compte leurs codes culturels. Mais créer progressivement des ponts et des liens entre les activités culturelles de la mosquée et celles de la maison de quartier."*⁴²

En outre, une société de compétition doit nous interroger dans ce qu'elle produit :

*"Il faut réapprendre la valeur du temps, redonner une place à l'échec, la pause, le détour, la bifurcation"*⁴³,

Il faut les aider à découvrir leurs atouts, leurs talents, leurs ressources et donc leur donner de la "valeur" (sans tomber dans les excès de l'enfant roi ou de l'enfant star). Mais aussi investir les lieux d'expression et de dialogue en famille, à l'école, dans les maisons et foyer de jeunes, dans les associations, mouvements et services de jeunesse...dans ce qui fait leur vie, leurs coups de cœur, leur engagement ou leur désœuvrement.

Chacun dans sa sensibilité est touché par ce "mal de vivre" d'une partie des générations actuelles, conscient de l'importance de leurs choix individuels et collectifs dans la construction de leur avenir. Nous tenons à saluer ici les nombreuses initiatives prises par les institutions, organismes, mouvements, associations qui œuvrent dans l'accompagnement des jeunesse...tout en

³⁹ François RENAUD

⁴⁰ Mourad SANDI

⁴¹ Caroline SCHRUMPF

⁴² Bachir BOUKHZER

⁴³ Stéphanie RABAUD

reconnaissant les limites de la mobilisation face à certaines formes de radicalisation. Nous avons donc le devoir de démultiplier et de mutualiser les ressources et les moyens.

Quelques réflexions et convictions de Florence LACAZE et de Jacques CHAILLOT

Cette contribution s'est largement nourrie des apports et des débats partagés au cours de la table ronde et des auditions que nous avons transcrits « à deux voix ». Nous avons souhaité la conclure par nos propres "regards croisés", expression de nos approches et sensibilité singulières.

Quelques réflexions et convictions de Florence Lacaze

Laïcité, religions, culture, société...

S'il est tout à fait regrettable qu'il ait fallu les attentats perpétrés par DAECH pour que nous nous interroguions sur les ferments du vivre ensemble, que pouvons-nous en retenir ?

D'abord *"qu'il ne faut pas confondre liberté de conscience et conscience captive"*.⁴⁴ Les attaques terroristes que nous subissons, si elles se revendiquent de la religion musulmane, en sont fondamentalement éloignées. Elles s'apparentent bien plus à des mécanismes de manipulation et d'endoctrinement sectaire sous-tendus par une idéologie destructrice. Dans un pays fortement imprégné d'une culture judéo-chrétienne, jusque dans nos fondamentaux juridiques (code civil), l'islam, et au-delà la culture musulmane, est méconnu et propice à préjugés. Sortir des approximations langagières, de fond ou de forme, qui heurtent les identités de nos concitoyen(ne)s et fracturent le corps social, nécessite de repenser l'éducation, non pas religieuse, mais l'enseignement historique et culturel de l'ensemble des religions, cultures et spiritualités.

Tout ce qui n'est pas résolu dans notre histoire nationale, nous l'avons vu, fait défaut au ciment du vivre ensemble. Les débats sur la mémoire, que d'aucuns considéraient comme surannés, ont repris sens. Comment inscrire pleinement dans le récit national celle et ceux qui tout en ayant été les acteurs, sont gommés de l'histoire officielle ? *"Ces éternels "immigrés" qui se vivent "en négatif", dans un "exil intérieur" là où "ils sont des citoyens, inscrits dans le territoire français, et néanmoins, subissent un traitement différentiel qui les disqualifie"*⁴⁵. C'est essentiel pour que leurs enfants, français, heurtés par les promesses faites à leurs parents (et non tenues) de droit de vote aux élections locales, se vivent légitimes dans la communauté. L'arrivée de nouvelles générations de migrant(e)s, est amenée à s'accroître, quels que soient les gouvernements à venir. Elle doit être mise en regard de cette histoire post coloniale que nous peinons tant à conclure. Ceci afin d'en éviter la répétition à laquelle pourrait nous conduire le rejet, le mépris et le non accueil de populations qui croient, en ce que nous représentons d'espoir et d'égalité.

Alors s'il est écrit dans la constitution que la République est indivisible, laïque, démocratique et sociale, qu'avons-nous fait d'une appropriation concrète, visible et éducative de ces principes, pour nos concitoyens ? La laïcité est instrumentalisée plus qu'enseignée et sert à justifier bien des problèmes de société et des attentes irraisonnées. Or ce n'est, ni une contre religion, ni une opinion. C'est un cadre qui nous permet de vivre ensemble, de coexister, ou pour paraphraser Régis Debray : *"c'est l'art de ne pas s'entre-tuer"*. Cet art de vivre entre une pluralité de convictions, mérite d'être soutenu par la puissance publique avec force et volonté, afin de lutter contre toutes les influences idéologiques à l'affût.

⁴⁴ Dounia BOUZAR, anthropologue et directrice du Centre de Prévention, de Déradicalisation et de Suivi Individuel <http://www.cpdsi.fr/>

⁴⁵ Robert CASTEL - la discrimination négative, Citoyens ou indigènes ? La République des Idées, Seuil

La standardisation de la société, quant à elle, réduit la question de l'identité, de la fierté d'être soi, au domaine de l'utilitaire et de la consommation. Penser l'humain à l'instar des machines, d'un rapport à l'immédiateté et à la performance sans cesse repoussé, conduit à déshumaniser les rapports sociaux et introduit un sentiment d'insécurité et de stress récurrent, à terme mortifère. Le droit à l'échec, à la « déconnexion », à prendre le temps d'assimiler les bouleversements de la vie, doit pouvoir s'exercer dans notre société, et être réhabilité comme élément d'un processus d'expérience humaine vivifiante.

Ce qui spécifie l'humain, nous l'avons dit plus haut, est son besoin de se nourrir d'espoir, de rêve, d'un puissant désir de progrès pour soi ou les autres, qui ne peut être intégralement comblé par l'accès aux biens matériels. L'économie en tant que science, est, elle aussi, souvent utilisée pour justifier des orientations décrites comme sans alternative. Pourtant nous rappelle l'un des tenants du Prix Nobel de l'économie, *"L'accroissement des inégalités n'est pas un problème économique, mais politique. Le résultat, c'est que les gens se défient de plus en plus des institutions démocratiques [...]"*.⁴⁶

"Dans une société bâtie sur la question de la protection individuelle et collective et de l'accroissement du bien-être, la promesse de mettre fin à l'insécurité vient d'être balayée et avec elle les masques que nous voulions bien lui donner".⁴⁷

C'est aussi ce que nous renvoient les jeunesses, chacune à leur manière, dès lors qu'elles refusent de s'inclure dans cette société. Elles ne rejettent pas en soi les principes de liberté, d'égalité de fraternité, mais peut-être notre déficit d'incarnation de ceux-ci dans le quotidien. Il y a un doute profond à ce que la puissance publique, quelle qu'elle soit, joue encore un rôle protecteur et de régulateur. Nos jeunesses nous obligent à regarder au fond, ce qui dans les actes, s'est écarté des promesses. Ce qui du compromis a pu s'étendre à la compromission. Ce qui porte atteinte à l'idéal d'un vivre ensemble, qui existe parce qu'il repose sur un socle commun, basé sur la confiance et le respect des libertés individuelles et où chacun s'y sent protégé.

Un idéal qui ne se délègue pas et est de la responsabilité et du ressort de tous les citoyens et citoyennes de ce pays, dans leur capacité à mettre en débat leur désaccord, les instruire hors de toute instrumentalisation politicienne. Vivre pleinement la démocratie en somme. Cela fait cruellement défaut au vivre ensemble aujourd'hui et il nous faut l'analyser pour y apporter urgemment résolution.

A propos de l'Education

Dans ce contexte d'un avenir désenchanté et démystifié, où colère et peur de l'avenir se conjuguent dans un même levain, l'éducation reste un rempart au repli sur soi. Ici aussi tout est question de juste place. Que ce soit l'éducation familiale, scolaire ou populaire, elle ne peut pas être à elle seule, la garante d'un aboutissement personnel, social, économique et culturel. Elle nécessite l'appui d'une puissance publique garante de la cohésion sociale et se consacrer à sa juste fonction. L'école doit ainsi pouvoir être l'espace dans lequel chaque enfant est protégé des influences idéologiques de toutes sortes. Chaque élève peut s'y consacrer en toute sérénité, à faire émerger sa raison, prendre conscience de la différence entre la pulsion et l'acte, s'approprier la pluralité et progressivement apprendre à penser par lui-même, indépendamment des croyances familiales. Ce qui ne veut pas dire renoncer aux croyances de sa fratrie, mais les comprendre pour ce qu'elles sont : une identité, une spiritualité, un engagement et distinguer la pluralité des choix qui s'offre à lui ou à elle, en terme de liberté de conscience, d'orientation professionnelle, de choix de vie tout simplement.

L'école de la République est par essence, un espace de mixité sociale, culturelle et économique. Son éthique l'oblige au refus de toute ségrégation et sélection. A trop vouloir que l'école réponde aux besoins de l'emploi, lui-même en difficulté, et à l'évaluer en ce sens, nous avons oublié sa fonction inclusive essentielle : *"La qualité de l'instruction scolaire ne se mesure ni à la satisfaction des professeurs, ni à celle des parents, ni même à celle des élèves, elle se mesure à sa capacité à incarner la justice et à préparer un avenir solidaire"*.⁴⁸

⁴⁶ Angus DEATON, prix Nobel d'Economie 2015, le Monde, édition du 11-12 septembre 2016

⁴⁷ Robert CASTEL - L'insécurité sociale, la République des idées, Seuil

⁴⁸ Philippe MERIEU, professeur émérite en science de l'éducation à l'université Lyon-2

L'enseignement moral et civique désormais inscrit dans les programmes n'a pas été conçu comme un retour à l'inculcation des normes sociales. Il se veut donner aux enfants la capacité à la discussion, à l'expression philosophique. Il importe qu'ils apprennent que leur vraie liberté suppose, pour s'exercer, une culture de la conscience civique et morale, et que celle-ci est nécessaire à leur liberté, dans une société où les conditionnements sont puissants. L'aptitude à l'autonomie morale est la forme accomplie de la liberté et la condition de l'acceptation des autres, dans leur différence et leur diversité.

Cela suppose dans tous les espaces de la vie, une mobilisation collective à cette autonomie morale et au respect des autres et les élu(e)s de la République doivent en être les premier(e)s garant(e)s.

Quelques réflexions et convictions de Jacques Chailot

Laïcité, religions, culture, société...

L'Etat, dans ses administrations, ses réglementations, ses lois, demeure neutre. Il assure la liberté de conscience. Il garantit le libre exercice des cultes. Il précise un cadre législatif respectueux de la liberté de croire et de celle de ne pas croire.

Mais, "il y aurait un risque important de passer de la laïcité de l'Etat à une laïcisation de la société qui manifesterait une réserve, voire une crainte par rapport aux appartenances religieuses de ses concitoyens. Certains pourraient facilement se dire : quel est ce pays qui stigmatise notre croyance ? Quel est ce pays qui n'offre comme modèle qu'une réussite matérielle et comme mode de vie un hédonisme sans limite ? Quel est ce pays qui renie une partie de son passé et n'est pas capable d'offrir un cadre de vie respectueux de tous ? La laïcité de l'Etat donne un cadre de vie respectueux de tous les citoyens et de leur diversité de croyances, de non croyances, de philosophies...une laïcisation de la société engendre un sentiment d'exclusion et de rejet qui produit l'inverse de ce qu'il recherche : la paix sociale et le vivre ensemble".⁴⁹

Les références et les signes religieux sont très présents dans la culture, quelles que soient les formes d'expression (architecture, peinture, littérature, musique, théâtre...). La culture et la religion sont d'abord immatérielles, elles relèvent du domaine des émotions, du sensible, de l'âme...La religion et la culture rejoignent la globalité de la personne dans sa pleine dimension d'humanité, dans son approche naturelle et surnaturelle, notamment dans l'accès à la transcendance.

Pour le croyant que je suis, le chemin, ouvert depuis longtemps et toujours à approfondir, est celui du dialogue interreligieux. Celui-ci doit se conduire dans les territoires, au plus près des communautés religieuses. Il suppose avant tout une posture de connaissance et de reconnaissance de l'autre et des autres. Il trace un chemin d'espérance.

Au-delà du dialogue interreligieux, il y a aussi tout un travail de réconciliation des mémoires à poursuivre.

"Beaucoup de nos concitoyens sont marqués à tort ou à raison par l'histoire qu'ont vécu leurs ancêtres du temps de la colonisation. Des blessures culturelles existent, plus profondes qu'on ne peut l'imaginer à première vue. D'autre part le regard posé sur les personnes de religion musulmane est influencé par le contexte international, notamment les exactions commises par Daech et Boko-Haram. Il est nécessaire et urgent, afin d'éviter tout amalgame, de développer une juste connaissance des religions et que chacun puisse s'interroger : Que dit-on de l'autre dans les diverses traditions ? Que transmet-on à nos enfants ?"⁵⁰

⁴⁹ Audition de Mgr Pontier, archevêque de Marseille et Président des Evêques de France, par l'Observatoire de la laïcité, mars 2015

⁵⁰ Ibid.

A propos de l'Education

L'ignorance porte en elle les germes des différentes formes de radicalisation. La connaissance de sa propre famille spirituelle et de celles des autres est un objectif incontournable : connaissance de l'histoire de notre pays, connaissance des religions et des éléments du judéo-christianisme particulièrement, des philosophies diverses, acquisition d'un esprit critique, développement de l'usage de la raison. Cela est bien sûr utile pour transmettre la culture de notre pays, mais c'est indispensable pour entrer dans une compréhension plus juste des autres, dans un dépassement des peurs irraisonnées, dans l'apprentissage réel du vivre ensemble.

En 2002 Régis Debray avait pris la mesure des enjeux de cette connaissance dans son rapport intitulé "L'enseignement du fait religieux dans l'école laïque".

Actuellement, "*le socle commun de connaissances, de compétences et de culture*", que tout élève doit maîtriser à l'issue de sa scolarité obligatoire, intègre "*l'histoire des idées, des faits religieux et des convictions, mais aussi la connaissance, la compréhension et la mise en pratique du principe de laïcité (...), dans le respect de la liberté de conscience*".⁵¹

Récemment, le Ministère de l'Education a substitué aux programmes traditionnels d'éducation civique un nouvel Enseignement Moral et Civique (EMC), mis en œuvre à la rentrée 2015.

*"L'objectif de l'EMC est d'associer dans un même mouvement la formation du futur citoyen et la formation de sa raison critique. Ainsi l'élève acquiert-il une conscience morale lui permettant de comprendre, de respecter et de partager des valeurs humanistes, de solidarité, de respect et de responsabilité."*⁵²

J'apprécie personnellement de telles orientations éducatives. Il appartient désormais aux équipes de mettre en œuvre ces enseignements au sein des communautés éducatives, ce qui suppose des espaces et des temps d'information, de formation, de concertation, d'expérimentation...et l'implication de tous les acteurs, y compris les parents. Des initiatives ont déjà fleuri depuis plusieurs années dans les établissements publics et privés autour du "questionnement philosophique" adapté à de jeunes écoliers ou collégiens. C'est également le projet que développe Frédéric Lenoir à travers l'association SEVE (Savoir être et vivre ensemble). Cette initiative a reçu le soutien de l'Education Nationale et de la Fondation de France, elle permet à des enseignants, des coaches, ... de se former à la méditation en quelques semaines. D'autres projets éducatifs "d'éducation à l'intériorité" ou « d'éducation à la relation sur les principes de la communication non-violente » sont conduits dans certains établissements privés congréganistes ou diocésains de France.

Un autre volet éducatif est à prendre en compte. Il s'agit de celui de la violence omniprésente dans les séries, les clips, les publicités...diffusés à la télévision et sur le net, sans oublier les innombrables messages et vidéos relayés par les réseaux sociaux. Nous assistons à une forme de banalisation de la violence verbale et physique dans la vie quotidienne. Les récents incidents du stade de la Beaujoire en témoignent...alors même que le sport est l'un des ferments du vivre ensemble.

En outre, je suis personnellement convaincu que les mutations technologiques exponentielles liées au numérique, notamment dans le rapport "réel/virtuel", modifient substantiellement notre propre rapport "aux choses, aux événements et aux gens". Il n'est pas question ici de fustiger les immenses apports et bienfaits du numérique dans tous les domaines de la vie professionnelle et personnelle, mais de pointer les inévitables dérives et exploitations de ce fabuleux outil qui avilissent l'Homme et viennent perturber, voire dégrader, la qualité des relations entre les personnes.

De telles évolutions, qui s'imposent dans notre monde, doivent nous inviter, plus que jamais, à développer chez les enfants et pour nous-mêmes un "esprit critique" où "la mesure, le sens et la raison" ont toute leur place.

⁵¹ BO Education Nationale n°7, 23 avril 2015

⁵² EDUSCOL - Ministère de l'Education, septembre 2015

Enfin, pour moi, un éducateur est un passeur de savoirs, de compétences et d'humanité. Il doit humaniser par la culture et la maîtrise des connaissances et rejoindre la diversité des intelligences et des talents, c'est-à-dire :

- donner du sens aux apprentissages au sein de la famille, de l'école, de la société,
- habiter les procédures d'appréciation et d'évaluation par un regard positif sur la personne,
- construire du lien social,
- proposer un sens chrétien de l'Homme et de la Vie,

... ceci afin de donner les moyens à chaque enfant de découvrir ses talents et de les faire "fructifier" pour construire progressivement sa personnalité propre d'adulte libre en capacité et en compétence de participer à "l'œuvre de création".

Dans le contexte décrit en introduction, il ne me semble pas inutile de conclure en formulant quelques fondamentaux qui me tiennent à cœur :

- Un postulat : l'égale dignité de chaque Personne humaine (Femme et Homme).
- Un interdit majeur : l'interdit du meurtre, mais aussi du viol, de l'inceste et de la pédophilie...interdit qui permet le respect de soi, des autres et de la vie.

Des incontournables :

- La pleine conscience du respect de la différence de race, de langue, de culture, de religion, de civilisation...qui permet de vivre la fraternité et la charité dans l'esprit de l'Evangile.
- L'exemplarité éducative...qui permet de conjuguer harmonieusement "le dire" et "le faire".
- L'éducation "au sens du sacré" ...qui permet à l'humain et au divin de prendre "chair".

Pour clore mon propos, j'emprunte volontiers à Jean-François BOUTHORS⁵³ sa "parabole" à propos des foils⁵⁴ des bateaux du Vendée Globe :

"La rudesse des temps nous offre l'occasion de nous hausser à la mesure de notre humanité".

⁵³ Editeur et écrivain, Ouest France, le 7-11-2016

⁵⁴ "Sous l'effet conjugué de la poussée du vent et de la résistance de l'eau, la coque des voiliers sort de la mer et surfe sur la vague, portée par les foils".